



## PACTE D'ASSOCIES

### ENTRE LES SOUSSIGNES :

- Monsieur **Emmanuel LEMAIRE**,

Agissant au nom et en qualité de gérant de la Société par Actions Simplifiée **LMR PROJECTS** au capital de 10.996.032 euros, dont le siège social est 34 Boulevard des Italiens 75009 PARIS, inscrite au Registre du Commerce et des Sociétés de PARIS sous le numéro 848 959 128, Ayant tous pouvoirs à l'effet des présentes,

- Monsieur **Laurent BERLIE**,

Agissant au nom et en qualité de gérant de la SARL **LABORATOIRE SALVA** au capital de 750.100 euros, dont le siège social est 17 RUE DU CHENET 91490 MILLY-LA-FORET, inscrite au Registre du Commerce et des Sociétés d'EVRY sous le numéro 444 633 135, Ayant tous pouvoirs à l'effet des présentes,

Ensemble les associés majoritaires

- Madame **Evelyne REVELLAT**, née STROPIANO le 15 février 1961 à GRENOBLE, demeurant 33 Rue des Perroquets 94350 VILLIERS-SUR-MARNE,

L'associé fondateur

En présence de la société **KHEPRI INVEST**, représentée par la société LABORATOIRE SALVA, son président.

Il a été exposé ce qui suit, préalablement aux conventions ci-après :

## Table des matières

E X P O S E .....	2
CONVENTIONS .....	2
DROIT DE PREFERENCE .....	2
SORTIE CONJOINTE .....	3
DROIT DE SORTIE PRIORITAIRE .....	4
OFFRE PORTANT SUR LA TOTALITE DES TITRES - OBLIGATION DE SORTIE .....	5
AUTRES DISPOSITIONS .....	5
Notifications .....	5
Durée .....	5
Exécution .....	6
Nullité partielle .....	6
Confidentialité .....	6
Non-Concurrence .....	6
Transmission du pacte .....	7
CLAUSES GENERALES .....	7
Loi applicable .....	7
Election de domicile .....	8
MENTION SUR LA PROTECTION DES DONNEES PERSONNELLES .....	8

## **EXPOSE**

Il existe une SAS **KHEPRI INVEST**, ci-après la Société.

Son siège social est situé 188 Grande Rue Charles de Gaulle à 94130 NOGENT SUR MARNE.

Son objet est :

- La prise de participation ou d'intérêt dans toute société et entreprise commerciale, industrielle, financière ou immobilière ;
- L'assistance de toute société pour la gestion comptable, financière, juridique, administrative et commerciale ;
- La prestation de services dans tous domaines ;

Elle est immatriculée au Registre du Commerce et des Sociétés de CRETEIL sous le numéro 877 646 323.

Son capital est de 281 000 euros divisé en 28 100 actions d'une valeur nominale de 10 euros.

Les soussignés sont propriétaires d'actions à concurrence :

- pour LMR PROJECTS	15 736 actions (56 %)
- pour LABORATOIRE SALVA	3 934 actions (14 %)
- pour Evelyne REVELLAT	8 430 actions (30 %)

Afin de préserver l'équilibre existant entre eux et les intérêts financiers de chacun, les soussignés sont convenus de ce qui suit :

## **CONVENTIONS**

### **DROIT DE PREFERENCE**

**1/** Les soussignés se donnent mutuellement préférence en cas de cession de leurs parts, à condition de prix et de règlement identiques.

**2/** Ce droit de préférence s'appliquera à toute cession à titre onéreux, y compris le cas échéant au profit d'une personne non soumise à agrément.

Il s'appliquera également aux transmissions à titre gratuit, mais ne s'appliquera pas à l'apport de titres par LMR PROJECTS et LABORATOIRE SALVA ensemble à une société dont l'apport leur conférerait le contrôle.

Il ne s'appliquera pas aux apports à des sociétés existantes ou à constituer, qu'ils soient

effectués à titre pur et simple ou à titre onéreux, à condition toutefois qu'ils confèrent à ou aux apporteurs la totalité des droits dans la société bénéficiaire.

3/ Pour l'exercice de ce droit de préférence, chacun des soussignés s'engage à informer les autres de son projet de cession au moins UN mois à l'avance, en indiquant le nombre de titres cédés, le prix et les conditions de règlement envisagées, et l'identité du cessionnaire.

Chacune des autres parties aura alors un délai de QUINZE jours pour notifier son intention de se porter acquéreur. Passé ce délai, elle sera réputée avoir renoncé à son exercice.

Dans le cas où certaines des parties renonceraient à exercer le présent droit, celui-ci ne serait pas reporté sur les autres et le cédant pourrait réaliser librement la cession prévue à due proportion.

4/ Si la cession projetée ne se réalise pas alors, aux conditions indiquées dans la notification, dans un délai de DEUX mois à compter de la réponse ou de l'expiration du délai, le cédant devra procéder à une nouvelle notification pour pouvoir céder librement.

## **SORTIE CONJOINTE**

1/ Chacun des soussignés s'engage en cas de projet de cession de ses titres, en tout ou en partie, à proposer aux autres signataires de bénéficier de la possibilité de céder leurs propres titres aux mêmes conditions de prix et de règlement.

Dans le cas où le cessionnaire n'accepterait pas d'acheter également les titres des autres soussignés, le cédant s'engage à ne pas céder les siens, ou alors en obtenant de son cessionnaire la substitution d'une partie des titres à céder par des titres des autres soussignés de façon à ce que la répartition du capital reste identique entre les soussignés à l'issue de la cession.

2/ Cette disposition s'appliquera à toute cession à titre onéreux, sauf au profit d'une personne le cas échéant non soumise à agrément aux termes des statuts.

Elle ne s'appliquera pas aux transmissions à titre gratuit.

Elle ne s'appliquera pas non plus aux apports à des sociétés existantes ou à constituer, qu'ils soient effectués à titre pur et simple ou à titre onéreux, à condition toutefois qu'ils confèrent à ou aux apporteurs la totalité des droits dans la société bénéficiaire.

3/ Pour l'exercice de la présente disposition, chacun des soussignés s'engage à informer les autres de son projet de cession au moins UN mois à l'avance, en indiquant le nombre de titres cédés, le prix et les conditions de règlement envisagées, et l'identité du cessionnaire.

Les autres parties auront alors un délai de QUINZE jours pour notifier leur intention de se prévaloir de la présente clause. Passé ce délai, elle seront réputées avoir renoncé à leur exercice.

Si le cessionnaire envisagé ne souhaite pas acquérir en même temps les titres du ou des autres soussignés, mais s'il est d'accord pour se porter acquéreur de titres répartis entre les parties intéressées, le cédant devra effectuer une nouvelle notification faisant ressortir les nouvelles conditions de la nouvelle cession envisagée.

4/ Si alors la cession projetée ne se réalise pas aux conditions indiquées dans la notification, dans un délai de DEUX mois à compter de la réponse ou de l'expiration du délai, le cédant devra procéder à une nouvelle notification pour pouvoir céder librement.

## DROIT DE SORTIE PRIORITAIRE

1/ Les sociétés LMR PROJECTS et LABORATOIRE SALVA s'engagent chacune en cas de projet de cession d'une partie de ses titres, à proposer aux autres signataires du pacte de bénéficier de la possibilité de céder la totalité de leurs propres titres aux mêmes conditions de prix et de règlement.

Dans le cas où le cessionnaire n'accepterait pas d'acheter également les titres des autres soussignés, le cédant s'engage à ne pas céder les siens, ou alors en obtenant de son cessionnaire la substitution d'une partie des titres à céder par des titres des autres soussignés de façon à ce que la répartition du capital reste identique entre les soussignés à l'issue de la cession.

2/ Cette disposition s'appliquera à toute cession à titre onéreux de plus de 50 % des titres des associés concernés, sauf au profit d'une personne le cas échéant non soumise à agrément aux termes des statuts.

Elle ne s'appliquera pas aux transmissions à titre gratuit.

Elle ne s'appliquera pas non plus aux apports à des sociétés existantes ou à constituer, qu'ils soient effectués à titre pur et simple ou à titre onéreux, à condition toutefois qu'ils confèrent à ou aux apporteurs la totalité des droits dans la société bénéficiaire.

3/ Pour l'exercice de la présente disposition, chacun des soussignés concernés s'engage à informer les autres de son projet de cession au moins UN mois à l'avance, en indiquant le nombre de titres cédés, le prix et les conditions de règlement envisagées, et l'identité du cessionnaire.

Les parties destinataires auront alors un délai de QUINZE jours pour notifier leur intention de se prévaloir de la présente clause. Passé ce délai, elle seront réputées avoir renoncé à leur exercice.

Si le cessionnaire envisagé ne souhaite pas acquérir en même temps les titres du ou des autres soussignés, mais s'il est d'accord pour se porter acquéreur de titres répartis entre les parties intéressées, le cédant devra effectuer une nouvelle notification faisant ressortir les nouvelles conditions de la nouvelle cession envisagée.

4/ Si alors la cession projetée ne se réalise pas aux conditions indiquées dans la notification, dans un délai de DEUX mois à compter de la réponse ou de l'expiration du délai, le cédant devra procéder à une nouvelle notification pour pouvoir céder librement.

#### OFFRE PORTANT SUR LA TOTALITE DES TITRES - OBLIGATION DE SORTIE

Dans le cas où un tiers ferait après le 1<sup>er</sup> janvier 2023 une offre de rachat, portant sur 100 % des titres de la Société (ci-après l'Offre d'Acquisition Totale) et que cette offre serait acceptée par la société LMR PROJECTS, les Parties s'engagent expressément et irrévocablement à céder tous leurs titres au tiers (ci-après l'Offrant), et ce, aux mêmes conditions et selon les mêmes modalités que celles acceptées par les associés susvisés. Cet engagement valant promesse irrévocable de vente de leurs Titres aux conditions indiquées.

Pour permettre l'application de la présente stipulation, l'associé concerné devra notifier aux autres la copie de l'offre formulée par l'Offrant, dans les quinze (15) jours suivant la réception de l'Offre d'Acquisition Totale.

Il est expressément convenu que les Transferts envisagés au présent article restent soumis au respect du droit de préemption et du pacte de préférence.

#### AUTRES DISPOSITIONS

##### **Notifications**

Toutes les notifications prévues aux paragraphes précédents seront faites par lettre recommandée avec demande d'avis de réception, aux domiciles des autres parties tels que désignés ci-dessous.

Les délais stipulés qui sont des délais francs courent de la première présentation de la lettre.

##### **Durée**

Le présent pacte est conclu pour une durée de DIX (10) années à compter de ce jour.

A l'expiration de cette durée, il se renouvellera par tacite reconduction par période de CINQ (5) années, sauf le droit pour l'une des parties de s'y opposer au moins SIX mois à l'avance.

### **Exécution**

Les parties signataires du présent pacte s'engagent à toujours se comporter l'une envers l'autre comme des partenaires loyaux et de bonne foi et à exécuter toutes les conventions y figurant dans cet esprit,

Toutes les stipulations du présent pacte sont de rigueur et s'imposent aux parties.

### **Nullité partielle**

De convention expresse entre les parties, l'annulation de l'une ou l'autre des clauses du présent pacte ne pourra entraîner l'annulation de celui-ci dans son ensemble, à condition toutefois, que l'équilibre et l'économie générale de la convention puissent être sauvegardés.

En tout état de cause, les parties s'engagent, en cas d'annulation ou d'illicéité d'une clause à négocier, de bonne foi, la conclusion d'une clause de remplacement, économiquement et juridiquement équivalente dans la mesure du possible, à la clause frappée de nullité ou d'illicéité.

### **Confidentialité**

Les parties déclarent et reconnaissent que le présent pacte a un caractère strictement confidentiel. Elles s'interdisent en conséquence, et sauf accord exprès, préalable et écrit de l'autre partie, d'en divulguer le contenu, à quelque personne et sous quelque forme que ce soit, sous réserve des prescriptions légales éventuellement applicables.

Si ces informations devaient être divulguées, en vue de l'exécution des présentes et notamment du fait du non-respect des engagements de l'une des parties, la partie fautive responsable de la divulgation en supporterait toutes les conséquences, et en particulier, les conséquences financières éventuelles.

Les parties s'interdisent également de divulguer toute information technique, commerciale, financière ou autre les concernant et concernant les sociétés qui leur sont apparentées et dont elles auraient pu avoir connaissance dans le cadre et au titre du présent pacte et de leur association.

Les parties se portent fort du respect de cette obligation de confidentialité par les membres de leur personnel concernés, ainsi que par toutes les sociétés, entités ou entreprises qui leur sont affiliées ou apparentées, s'engageant à la rendre opposable aux personnes physiques ou morales susvisées, de façon à ce que la Société puisse, le cas échéant, s'en prévaloir à leur encontre.

Cette obligation de confidentialité est stipulée sans limitation de durée. Elle ne s'éteindra, le cas échéant, que lorsque les informations concernées seront tombées dans le domaine public.

### **Non-Concurrence**

Les Soussignés s'interdisent de commettre tout acte susceptible de préjudicier aux intérêts de la Société. A cet effet, constituent un acte de concurrence vis à vis de la Société, tous actes, ou tentative, de détournement de clients de la Société, ou divulgation d'informations internes à la société concernant son savoir-faire ou sa clientèle.

Cette interdiction s'applique aux parties signataires pour toute la durée du présent pacte, et pour une durée de DEUX (2) années après son expiration, ou après la cession de ses titres par une partie, pour quelque cause que ce soit. Les parties s'engagent, en outre spécifiquement, pour cette seconde période, à ne pas démarcher activement les clients de la Société et à ne pas débaucher les salariés et employés de celle-ci.

Les Soussignés se portent fort du respect de cette interdiction par les membres de leur personnel concernés, ainsi que par toutes les sociétés, entités ou entreprises qui leur sont affiliées ou apparentées, s'engageant à la rendre opposable aux personnes physiques ou morales susvisées, de façon à ce que la Société puisse, le cas échéant, s'en prévaloir à leur encontre,

Les engagements des parties aux termes du présent article, s'entendent de toute action, directe ou indirecte, personnellement ou par personne interposée, pour leur propre compte ou celui d'un tiers.

### **Transmission du pacte**

Les stipulations du présent pacte et les droits et obligations qui en découlent engagent les héritiers, successeurs et ayants droit des parties. Ceux-ci seront donc tenus conjointement et solidairement des engagements qui y figurent.

Il est expressément prévu qu'en cas de cession ou transfert à un tiers des titres de la Société appartenant à l'une des parties aux présentes, effectués conformément aux dispositions du présent pacte, le cessionnaire sera tenu du respect de toutes les clauses de celui-ci, ce dont les parties se portent fort, le cédant demeurant en tout état de cause garant solidaire du respect desdits engagements par le cessionnaire.

En conséquence, la cession ou le transfert ne sera opposable aux autres associés et à la Société qu'au vu de l'engagement écrit du cessionnaire d'adhérer au présent pacte et de respecter les droits et obligations qui y figurent.

## **CLAUSES GENERALES**

Le fait que l'une des parties n'ait pas exigé l'application d'une clause quelconque des présentes conventions, que ce soit pour une raison permanente ou temporaire, ne pourra en aucun cas être considéré comme une renonciation aux droits de cette partie découlant des présentes.

### **Loi applicable**

Les présentes sont soumises à la loi française.

### **Conciliation et attribution de juridiction**

Les Parties s'engagent à se rapprocher en vue de trouver une solution amiable aux différends qui viendraient à naître à propos de la validité, de l'interprétation et de l'exécution des présentes.

A cet effet, elles se réuniront dans un délai de TRENTE (30) jours à compter de la révélation de l'objet de la contestation en présence de leurs conseils si nécessaire.

Les Parties exposeront par écrit leurs positions et tenteront de trouver une solution dont l'objet sera de régler le différend de manière équitable.

Au vu de l'exposé écrit de leurs prétentions et des négociations qui se seront déroulées, en cas d'acceptation, les Parties établiront un procès-verbal de conciliation et, en cas de non-acceptation, établiront un procès-verbal de non-conciliation.

En cas d'échec de la conciliation, chaque partie retrouvera sa liberté pour saisir le Tribunal de commerce de PARIS, auquel elles entendent attribuer une compétence exclusive pour toute contestation afférente aux présentes ou à leur exécution.

### **Election de domicile**

Les parties font élection de domicile en leurs sièges sociaux et domiciles tels qu'énoncés en tête des présentes.

### **Forme de l'acte**

Le présent acte a été reçu en la forme d'Acte d'Avocat électronique, avec pour rédacteur et signataire Maître Jean-François PETIGNY.

### **MENTION SUR LA PROTECTION DES DONNEES PERSONNELLES**

Les parties sont informées que le Conseil National des Barreaux met en œuvre un traitement de données à caractère personnel, dont il est responsable, ayant pour finalité la gestion de la plateforme Acte d'avocat et de ses fonctionnalités et notamment la réalisation d'actes, la signature électronique de ces actes, leur horodatage et leur archivage. Les données collectées sont indispensables à ce traitement. Ces données sont destinées aux services habilités du Conseil National des Barreaux ainsi que, le cas échéant, à ses sous-traitants ou prestataires. Conformément aux dispositions de la loi du 6 janvier 1978, vous disposez d'un droit d'interrogation, d'accès et de rectification des données vous concernant, ainsi que d'un droit d'opposition pour motif légitime à ce que les données à caractère personnel vous concernant fassent l'objet d'un traitement. Ces droits s'exercent par courrier accompagné d'une copie d'un titre d'identité signé à l'adresse postale suivante : Conseil National des Barreaux, Service Informatique, 180 boulevard Haussmann, 75008 Paris ou par courriel à [donneespersonnelles@cnb.avocat.fr](mailto:donneespersonnelles@cnb.avocat.fr)

Acte d'avocat reçu par voie électronique à la date ou aux dates portées sur la page de signature générée lors de la signature électronique et figurant ci-après, avec les signataires suivants :

Monsieur Emmanuel LEMAIRE

Monsieur Laurent BERLIE

Madame Evelyne REVELLAT





### **Acte d'Avocat électronique**

Identifiant unique de l'Acte : 20211230211009-bFHLoAra7Ulnkny5w

**Type d'acte :** Droit des sociétés

**Nombre de page(s) signée(s) au total :** 9    dont 1    page(s) de signature

Document original électronique sécurisé et signé sur le service eActe du Conseil National des Barreaux  
sous le contrôle d'avocats inscrits à un Barreau Français

